

Culture de la paix : aussi le développement économique et social (2)

Dans un précédent article "[Culture de la paix : quel bilan d'une décennie de promotion \(1\)](#)", je remarquais que tant les ONG que le rapport officiel de l'ONU étaient restés assez vagues ou discrets sur l'évaluation des résultats obtenus sur le point "2/ *promouvoir le développement économique et social durable*". Et dans l'ensemble, **tout le monde a du mal à relier** la campagne pour les Objectifs du Millénaire d'éradication de la pauvreté à celle pour promouvoir une Culture de la paix. Les explications possibles sont multiples. La dimension éducative ou l'action informative s'adressant aux esprits et aux intelligences semblent des éléments inhérents à la promotion d'une Culture de paix. Ce lien est moins évident avec les dimensions économiques et sociales qui mettent en oeuvre des mécanismes financiers, des décisions politiques. **L'un est plus dans le domaine de l'action et de la parole, du "dire", l'autre dans celui de l'action, du "faire"**.

Or, lorsqu'on examine concrètement les textes, **les convergences** entre les objectifs détaillés du point 2 du "*Programme d'action sur une culture de la paix*" et les huit "*objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)*" **sont évidentes**. Dans le programme d'action, on trouve ces buts : "*éliminer la pauvreté par une action nationale et internationale*", "*régler les problèmes de l'endettement extérieur et du service de la dette des pays en développement*", "*la sécurité alimentaire durable*", "*veiller à ce que le processus de développement soit participatif*", "*autonomisation des femmes et des filles dans le processus de développement*", "*assurer la durabilité environnementale*". Dans les Objectifs du Millénaire, on trouve en écho : "*Réduire l'extrême pauvreté et la faim*", "*Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes*", "*Assurer un environnement durable*", "*Mettre en place un partenariat mondial pour le développement*", etc.. Certes, **nombreux sont les acteurs qui agissent** concrètement sur ces objectifs de développement économique et social parmi les réseaux denses d'organisations de développement et de solidarités, les organisations syndicales, les collectivités locales, aux côtés des diverses agences de l'ONU et autres institutions internationales. L'enjeu est de convaincre tous ces acteurs que l'action pour le développement ou la justice sociale **est constitutive et doit s'inscrire dans un Mouvement mondial pour la culture de paix**.

Beaucoup sont déjà persuadés (et nombre de déclarations onusiennes sont très claires sur ce sujet, notamment depuis Boutros Ghali et Koffi Annan), que l'action pour combattre la pauvreté et promouvoir le développement est une manière de travailler à la prévention des conflits, à la stabilité des pays, à la construction d'une paix durable. Reste que **ce sentiment ne trouve pas aujourd'hui encore, les cadres et lieux** permettant d'exprimer la convergence de l'action pour faire évoluer les esprits et les cerveaux, (toujours selon le préambule de l'UNESCO), et celle de l'action pour la transformation des conditions économiques et sociales, dans lesquelles les hommes évoluent. En effet, le problème n'est pas pour les organisations humanitaires ou de développement de venir faire de l'éducation à la paix ou au désarmement, ou pour les organisations pacifistes de venir faire des actions de développement. Non, **l'enjeu est que chacun comprenne qu'il travaille dans la même direction**, celle d'un monde plus juste, plus coopératif, un monde développant une culture de paix. C'est pourquoi, toutes les évaluations de cette décennie d'efforts pour la culture de paix convergent pour dire que la problématique de **la construction d'un Mouvement mondial pour la culture de paix a été peu abordée, et qu'elle doit être mise au centre des efforts aujourd'hui**. Ce qui est valable dans l'action pour "*promouvoir le développement économique et social durable*" l'est tout autant dans l'action "*pour favoriser la participation démocratique*".

En effet, qui dit transformation sociale dit "*outils*" de formation, de participation démocratique et politique à la mise en oeuvre de cette transformation. Les événements actuels en Tunisie et en Égypte doivent faire réfléchir sur ces notions. Parmi ces outils, on peut souligner **le rôle essentiel des collectivités locales** pour développer la démocratie participative. Beaucoup de collectivités locales sont engagées, notamment en France, dans ce qu'il est convenu d'appeler la "*coopération décentralisée*" avec des partenaires dans des pays en développement, autres collectivités ou

associations; Il est clair que lorsqu'on parle dans le "*Programme d'action sur une culture de la paix*" de "*veiller à ce que le processus de développement soit participatif*" et de soutenir "*l'autonomisation des femmes et des filles dans le processus de développement*", les résonances avec les principes actuels de la coopération décentralisée sont forts. Là encore, cela donne un éclairage et un cadre beaucoup plus large à l'action concrète de tous ces acteurs, si nombreux dans nos communes et départements. Dans de nombreux pays, les collectivités locales sont **des écoles de la participation démocratique** et peuvent donner un contenu concret, grâce aux échanges divers, pour promouvoir cette dimension du "*Programme d'action sur une culture de la paix*". La promotion de la démocratie est une tâche lourde, qui peut bien sûr être manipulée aux services de causes politiques douteuses. Cela justifie l'importance d'**accorder un rôle central aux Nations unies** pour mener cette tâche et éviter les dévoiements, mener "*des activités de formation de responsables publics et de création de capacités*", "en procurant une assistance électorale à la demande des États concernés" comme il est indiqué dans le Programme d'action. C'est pourquoi, me semble-t-il, **il faut saluer l'énorme effort** de formation mené pendant plusieurs mois en Côte d'Ivoire, la fourniture de matériel électoral, le contrôle, aussi difficile fut-il, du scrutin, la certification des résultats, et souhaiter que ce scrutin, l'expression majoritaire de la population ivoirienne ne soient pas remis en cause (voir mes articles sur ce sujet ([Côte d'Ivoire : ne pas plaquer les vieux schémas...](#) et [Côte d'Ivoire : questions en débat...](#))).

Plus largement, ce travail pour former des citoyens et citoyennes, conscients et acteurs de leur avenir, mené par de nombreuses ONG ou collectivités locales, **ne peut prendre tout son sens que s'il arrive à se reconnaître comme élément d'un grand Mouvement mondial plus large pour la Culture de paix**. Je reviendrai dans un prochain article sur la problématique de la relation entre culture de paix et communication participative, circulation de l'information et des connaissances...

31 janvier 2010